

L'Adresse—M. Taylor

Voilà comment le gouvernement libéral aurait dû procéder. Mais il a laissé faire les choses jusqu'à ce que les quotas eurent été remplis. A ce moment-là notre gouvernement ne pouvait rien faire puisque le quota était atteint.

Le gouvernement PC actuel n'acceptera jamais une situation semblable. Cela ne se reproduira plus jamais. Je ne peux m'imaginer comment le tribunal anti-dumping a pu conclure que ces importations ne nuisaient pas à notre industrie de l'élevage, ne nuisaient pas à nos marchés ni à nos relations. D'après moi le tribunal anti-dumping devrait être congédié. Ses membres n'ont pas fait leur travail. Quand ils ont conclu que les importations de bœuf au Canada n'étaient pas dommageables, ils ne faisaient pas leur travail. S'il n'en tenait qu'à moi, je les mettrais à la porte tout de suite et je les remplacerais par quelqu'un qui connaît bien nos différents secteurs d'activité.

A cause de ces importations et de quelques autres facteurs comme la sécheresse et les sauterelles, notre industrie de l'élevage se porte plutôt mal. Dans ma province, dans ma propre circonscription, les éleveurs, comme un grand nombre de céréaliers, s'inquiètent passablement parce que la sécheresse a empêché le blé, le seigle et l'orge de pousser. Elle a empêché la croissance des grains fourragers. Nos éleveurs n'ont pas de provendes. Le gouvernement vient désormais à leur aide. Le ministre a conclu une entente à cet effet. L'aide est nécessaire.

Si les députés d'en face ne pensent pas que les sauterelles peuvent faire énormément de dégâts, ils auraient dû aller dans le sud de l'Alberta l'été dernier. Lors de mes déplacements pendant la campagne électorale, l'avant de ma voiture était devenu complètement vert à cause des sauterelles. Lorsque j'étais enfant, j'aimais trouver des sauterelles vertes, car elles me permettaient d'attraper de plus gros poissons. Cette année, ce n'était pas la peine de les chasser, il y en avait des millions. Elles se sont même attaquées à une maison. Elles pouvaient engloutir tout un potager en l'espace d'un instant. Elles arrivaient en véritables nuages. Ne riez pas, certaines personnes ont dû quitter leur maison. L'élevage en a beaucoup souffert par la suite.

Ces fonds seront utiles. Les éleveurs auront assez d'argent pour acheter des provendes pendant une quarantaine ou une soixantaine de jours. Cependant, le bétail devra être nourri pendant 100 à 120 jours. Que se passera-t-il? Les éleveurs devront vendre des bêtes. Normalement, ils devront même payer de l'impôt sur le revenu provenant de la vente de ce bétail.

J'ai une idée à proposer au ministre de l'Agriculture (M. Wise). Tout en appliquant à bon escient la loi anti-dumping, et compte tenu de la situation catastrophique des exploitations agricoles du sud de l'Alberta, il convient d'accepter la recommandation des éleveurs. Si un agriculteur doit vendre des bêtes pour nourrir les autres, qu'on lui accorde un report d'impôt sur ce revenu. Les éleveurs ne demandent pas une remise, mais un simple report. Dans deux ou trois ans, lorsque la situation redeviendra normale, ils pourront racheter leurs bêtes et payer leur impôt.

Les éleveurs sont indépendants. Ils veulent se débrouiller seuls. Ils veulent participer à l'essor de notre pays. Cependant,

ils n'aiment pas être détruits par d'autres qui écoulent le bœuf à perte au Canada.

Une voix: Et les sauterelles?

M. Taylor: Nous pouvons lutter contre les sauterelles comme contre un gouvernement libéral. Nous l'avons fait de la même façon dans les deux cas, en les supprimant. Il a fallu recourir au poison pour les sauterelles. Quant aux libéraux, la population les a remis à leur place. S'ils connaissaient tous les faits, il n'y aurait pas un seul libéral parmi nous aujourd'hui.

J'ai demandé au ministre de l'Agriculture d'examiner cette proposition de report d'impôt. Donnons à nos agriculteurs une chance de survivre. Reportons leur impôt pendant deux ou trois ans jusqu'à ce que la situation redevienne normale. A ce moment-là, ils paieront leur impôt. Ils pourront cotiser à nouveau. Leurs troupeaux seront à nouveau complets. Ils contribueront à l'essor de notre pays comme le gouvernement souhaite voir l'industrie le faire. Des centaines de milliers de petits entrepreneurs indépendants prendront leurs propres décisions. C'est ce qui permettra de renforcer le Canada.

C'est de cette façon que le gouvernement s'attaque au problème, à la base. Pas de solutions provisoires, pas du tout. Nous supprimons ce qui est mauvais et partons de la base. De cette façon, nous aiderons nos entrepreneurs. L'objectif de notre chef, c'est la productivité. Lorsque celle-ci sera forte, nos programmes sociaux le seront également. Les invalides, les boiteux, les personnes âgées et les veuves n'auront plus à s'inquiéter, car ils seront mieux traités par nous qu'ils ne l'ont jamais été sous un gouvernement libéral.

Je constate qu'il est 18 heures. Puis-je déclarer qu'il est 18 heures, monsieur le Président?

• (1800)

MOTION D'AJOURNEMENT

[Traduction]

L'ajournement de la Chambre est proposé d'office en conformité de l'article 45 du Règlement.

LE CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES—LES AUDIENCES
RELATIVES AUX TÉLÉCOMMUNICATIONS. B) LA POLITIQUE EN
MATIÈRE DE TÉLÉCOMMUNICATIONS—ON DEMANDE QUE LE
COMITÉ ENTREPRENNE UNE ÉTUDE

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, je suis un peu étonné d'avoir déjà la parole parce qu'on m'avait dit que j'étais troisième sur la liste ce soir, mais je suis prêt à commencer.

Le 13 novembre, j'ai posé une question au ministre des Communications (M. Masse). Je lui ai rappelé que le CRTC était en train d'examiner la demande des Télécommunications du CN et du CP en vue d'être autorisées à offrir un service téléphonique interurbain. J'ai demandé au ministre de songer à recommander au CRTC de ne pas faire de déclaration à ce sujet tant que le gouvernement n'aurait pas élaboré de politique en matière de télécommunications. A mon grand étonnement, le ministre a rejeté cette proposition.